



Actualisation A.04

Complément d'informations



Sommaire

1- Responsables du document de référence et de ses actualisations

- **Responsable du document de référence et de ses actualisations**
- **Attestation de la personne responsable**

2- Contrôleurs légaux des comptes

- **Responsables du contrôle des comptes**
- **Avis des Commissaires aux comptes sur l'actualisation**

3- Complément d'informations répondant aux exigences du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 mettant en oeuvre la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, dite « Directive Prospectus »

4- Table de concordance

AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 juillet 2005, conformément au Livre II du Règlement Général de l'AMF. Il complète le document de référence déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233. Il ne pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

1. PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DE SES ACTUALISATIONS

- Responsable du document de référence et de l'actualisation

M. Jean Laurent, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

- Attestation du responsable

« Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données du présent document sont, à ma connaissance, conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Fait à Paris le 12 juillet 2005

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.
Jean Laurent

- Personne responsable de l'information financière

M. Denis Kleiber

Responsable Relations Investisseurs
Direction Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.
Téléphone : +33.1.43.23.26.78

2. CONTRÔLEURS LEGAUX DES COMPTES

- Responsables du contrôle des comptes

Titulaires

BARBIER FRINAULT ET AUTRES
Ernst & Young
Société représentée par
Valérie MEEUS
41, rue Ybry
92576 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
Société représentée par
Gérard HAUTEFEUILLE
63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Suppléants

Alain GROSMANN
41, rue Ybry
92576 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Pierre COLL
63, rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

BARBIER FRINAULT et AUTRES a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans et renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

BARBIER FRINAULT et AUTRES, représenté par Valérie MEEUS, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

ALAIN GROSMANN a été désigné en tant que Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans et renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

LE CABINET ALAIN LAINE, représenté par Alain Lainé, situé n° 2, rue du Colonel Moll 75017 Paris, avait été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Il a audité et certifié les comptes individuels et consolidés de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole pour les exercices clos les 31 décembre 2002 et 2003. Son mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004.

LE CABINET MAZARS ET GUERARD, situé n° 125, rue de Montreuil 75011 Paris, avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Son mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004.

Ont été nommés, en remplacement, par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2004, et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005, les Commissaires aux comptes suivants :

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire,
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT est représenté par Gérard HAUTEFEUILLE.

Pierre COLL, Commissaire aux comptes suppléant.

- Avis des Commissaires aux comptes sur l'actualisation A.04 du document de référence

1. En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole S.A. et en application de l'article 211-5-2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233, dans l'actualisation A.01 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233-A01, dans l'actualisation A.02 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233-A02, l'actualisation A.03 déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233-A03 et l'actualisation A.04 ci-jointe.
2. Ces documents ont été établis sous la responsabilité de Monsieur Jean Laurent, Directeur Général de Crédit Agricole S.A. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'ils contiennent portant sur la situation financière et les comptes.
3. Le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233 et l'actualisation A.01 déposée sous le numéro D.05-0233-A01 ont fait l'objet d'avis de notre part respectivement en date du 17 mars 2005 et du 20 mars 2005 dans lesquels nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans le document de référence et son actualisation.
4. L'actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233-A02 a fait l'objet d'un avis par nos soins en date du 4 mai 2005, dans lequel nous avons attiré l'attention sur les mentions (i) et (ii) ci-dessous et dans lequel nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées et compte tenu des limitations relatives aux données précisées ci-dessous en points (iii) et (iv), lesquelles données ne sont pas couvertes par notre avis, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes :
 - i. en page 9 de l'actualisation A.02 (visuel de présentation portant le numéro 2), il est précisé que les données chiffrées en normes IAS / IFRS ne comprennent pas les données des sociétés cotées dans lesquelles le Groupe détient une participation minoritaire et qui n'ont pas encore rendu publics les impacts de leur conversion aux normes IAS / IFRS. Leur prise en compte peut conduire le moment venu à une modification des données présentées,
 - ii. en page 11 de l'actualisation A.02 (visuel de présentation portant le numéro 6), il est précisé que, d'une manière générale, les impacts définitifs de la conversion aux normes IAS / IFRS pourraient être différents de ceux présentés, du fait, notamment, d'évolutions normatives qui pourraient intervenir durant l'année 2005,
 - iii. en page 11 de l'actualisation A.02 (visuel de présentation portant le numéro 6), il est précisé que les données relatives à l'effet des normes IAS / IFRS applicables au 1^{er} janvier 2005 (y compris l'effet des normes IAS 32 et 39 et IFRS 4) sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2005 font l'objet de travaux en cours,
 - iv. en page 11 de l'actualisation A.02 (visuel de présentation portant le numéro 6), il est précisé que les données estimées de l'effet des normes IAS 32 et 39 et IFRS 4 sur le bilan consolidé et les résultats de l'exercice 2004, ainsi que les calculs de ROE et les impacts prudentiels, n'ont pas été auditées.

5. L'actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.05-0233-A03 a fait l'objet d'un avis par nos soins en date du 9 juin 2005, dans lequel nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées et compte tenu des limitations relatives aux données précisées ci-dessous, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes :
- Les données relatives à l'effet des normes IAS / IFRS (y compris l'effet des normes IAS 32 et 39 et IFRS 4) au 1^{er} janvier 2005, de même que celles relatives au 1^{er} trimestre 2005, font l'objet de travaux complémentaires sur les points indiqués au paragraphe 4 du visuel de présentation portant le numéro 4 et figurant à la page 18 de cette actualisation A.03,
 - Les données estimées de l'effet des normes IAS 32 et 39 et IFRS 4 sur les informations relatives au 1^{er} trimestre 2004 n'ont pas fait l'objet de travaux de notre part.
6. Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France :
- a. à vérifier qu'il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date de notre avis sur l'actualisation A.03 rappelés ci-dessus, de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes et n'ayant pas fait l'objet d'une actualisation, contenues dans le document de référence et ses actualisations A.01, A.02 et A.03,
 - b. à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans l'actualisation et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport de notre part. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans cette actualisation A.04, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Cette actualisation A.04 ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.
7. Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans le document de référence, les actualisations A.01, A.02, A.03 et l'actualisation A.04 ci-jointe.

Neuilly-sur-Seine, le 12 juillet 2005

Les Commissaires aux Comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

BARBIER FRINAULT & AUTRES
ERNST & YOUNG

Gérard Hautefeuille

Valérie Meeus

3. Complément d'informations répondant aux exigences du règlement européen n°809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus »

➤ Investissements réalisés par Crédit Agricole S.A. au cours des 3 derniers exercices :

INVESTISSEMENTS REALISES

2002

29/04/2002 CREDICOM Sofinco et la Banque Commerciale de Grèce créent une filiale commune (50 % - 50 %) dans le crédit à la consommation	
24/05/2002 Banque Commerciale de Grèce Acquisition de 2,35 % du capital de cette banque par Crédit Agricole SA	
29/08/2002 CA-AM Distribucion SA Agencia de Valores Création par Crédit Agricole Asset Management Espagne S.L. d'une nouvelle société CA-AM Distribucion SA Agencia de Valores dédiée à la commercialisation de fonds collectifs, locaux et internationaux, auprès d'institutionnels et de distributeurs.	
10/09/02 NACF-CA Investment Trust Management Co.Ltd Création en Corée d'une société commune de gestion de portefeuille entre Crédit Agricole Asset Management et National Agricultural Cooperative Federation ; société contrôlée à 60 % par NACF et 40 % par CA-AM.	10 MUSD

Les acquisitions de 2002 ont été financées par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres durs générés et conservés durant l'année

2003

02/01/2003 Intesa BCI Bank (Suisse) Acquisition par CAI d'Intesa Bci Bank (Suisse) spécialisée dans la gestion privée. Cette société a fusionné avec Crédit Agricole Indosuez (Suisse).	
26/02/2003 FINAREF Acquisition par Crédit Agricole SA de 61 % du capital de FINAREF auprès de Pinault Printemps Redoute	1,54 MdEUR
06/06/2003 CREDIT LYONNAIS Clôture de l'offre sur le Crédit Lyonnais . Crédit Agricole SA contrôle 92 % du capital du Crédit Lyonnais .	10,9MdEUR
07/07/2003 Crédit Agricole Belge Crédit Agricole SA prend 10 % du capital d'une structure holding française aux cotés des Caisses Régionales Nord de France et du Nord Est (qui en contrôlent 90 %), cette holding contrôlant 66,67 % du capital de CA NV Landbouwkrediet (Crédit Agricole Belge).	
09/07/2003 CREDIBOM Acquisition par SOFINCO de 45 % du capital de CREDIBOM, filiale de crédit à la consommation de Banco Esperito Santo. Après cette acquisition SOFINCO contrôle 85 % du capital de CREDIBOM.	78,75 Meur
01/12/2003 FINAREF Acquisition par Crédit Agricole SA de 14,5 % du capital de FINAREF auprès de Pinault Printemps Redoute, portant ainsi sa participation au capital de FINAREF à 75,5 %.	

Acquisition financée par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres durs générés et conservés durant l'année

Acquisition financée par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres durs générés et conservés durant l'année

Financement de l'Offre (en millions d'euros)	
Acquisition d'actions Crédit Lyonnais par SACAM Développement	997
Augmentation de capital de Crédit Agricole S.A.	2 152
Fonds propres de base émis par Crédit Agricole S.A. (titres hybrides de capital admis dans les fonds propres de base consolidés présentés ci-dessus) :	3 100
- dont fonds propres de base émis directement et souscrits indirectement par des Caisses Régionales	1 850
- dont fonds propres de base émis indirectement (actions de préférence)	1 250
Fonds propres complémentaires émis par Crédit Agricole S.A. (TSDI)	2 000
Liquidités de Crédit Agricole S.A.	2 644
Total	10 893

Ces acquisitions de 2003 ont été financées par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres durs générés et conservés durant l'année

2004

01/03/2004 Dan Aktiv A/S Crédit Agricole SA achète au groupe danois F Group A/S 100 % de sa filiale de crédit à la consommation au Danemark Dan Aktiv A/S.	53 Meur
08/03/2004 Rue Impériale / Eurazeo Fusion absorption de Rue Impériale par Eurazeo et apport de participations industrielles de UI et IDIA à Eurazeo. Les apports concernés sont constitués de 12,6 % du capital de Fraikin, 6 % du capital de Bluebirds Participation et 0,6 % du capital de Veolia Environnement.	
29/03/2004 FINAREF Acquisition par Crédit Agricole SA de 14,5 % du capital de FINAREF auprès de Pinault Printemps Redoute, portant ainsi sa participation au capital de FINAREF à 90 %.	372 Meur
17/09/2004 EUROFACTOR Acquisition par Crédit Agricole SA de 49,09 % du capital d'EUROFACTOR, société d'affacturage auprès d'Euler Hermes.	188 Meur
20/09/2004 Cordier Mestrezat Dans le cadre de la mise en vente par Cordier Mestrezat de son patrimoine foncier, Crédit Agricole SA a fait une offre d'achat portant sur six domaines. Cette offre a été acceptée par Cordier Mestrezat domaines.	

Les acquisitions de 2004 ont été financées par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres dursgénérés et conservés durant l'année

2005

03/01/2005 Banco Comercial Portugues (BCP) SOFINCO acquiert l'activité "équipement de la maison" exercée par CREDIBANCO, filiale spécialisée de BCP	65 Meur
01/02/2005 FINAREF Acquisition par Crédit Agricole SA de 10 % du capital de FINAREF auprès de Pinault Printemps Redoute, portant ainsi sa participation au capital de FINAREF à 100 %.	265 Meur
24/06/2005 MERIDIAN BANK AD Acquisition par Crédit Agricole SA de 71 % MERIDIAN BANK AD (banque de détail en Serbie).	

Les acquisitions de 2005 ont été financées par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres durs générés et conservés durant l'année

INVESTISSEMENTS EN COURS

Investissements à réaliser et pour lesquels les organes de Direction ont déjà pris des engagements fermes

30/05/2005 NEXTRA Crédit Agricole SA et Banca Intesa ont signé un accord portant sur la prise de contrôle par Crédit Agricole Asset management à hauteur de 65 % de l'entité issue du rapprochement de Nextra Investment Management sgr (NEXTRA), filiale de Banca Intesa et de CAAM sgr, filiale de CAAM en Italie.	
01/07/2005 CREDIT AGRICOLE CAISSE D'EPARGNE INVESTOR SERVICES (CACEIS) Mise en œuvre du regroupement des lignes de métiers dédiées aux activités de banque dépositaire, de conservation, de compensation, d'administration de fonds et de services aux émetteurs pour la clientèle institutionnelle et de gandes entreprises, domestique et internationale du Crédit Agricole SA et de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne.	

Ces investissements seront financés par des émissions de Crédit Agricole S.A. à moyen terme (subordonnées ou non), et par des fonds propres durs générés et conservés durant l'année

N.B. : pour ce qui concerne le montant des investissements, certaines informations ne peuvent être rendues publiques sans remettre en cause des accords de confidentialité ou porter à la connaissance de nos concurrents des informations qui pourraient nous porter préjudice.

➤ Nouveau produit et/ou service lancé sur le marché ayant fait l'objet de publicité :

Extrait du Communiqué de presse du 15 juin 2005 :

BNP Paribas s'apprête à lancer les obligations "Dynamo" gérées par Crédit Agricole Asset Management :

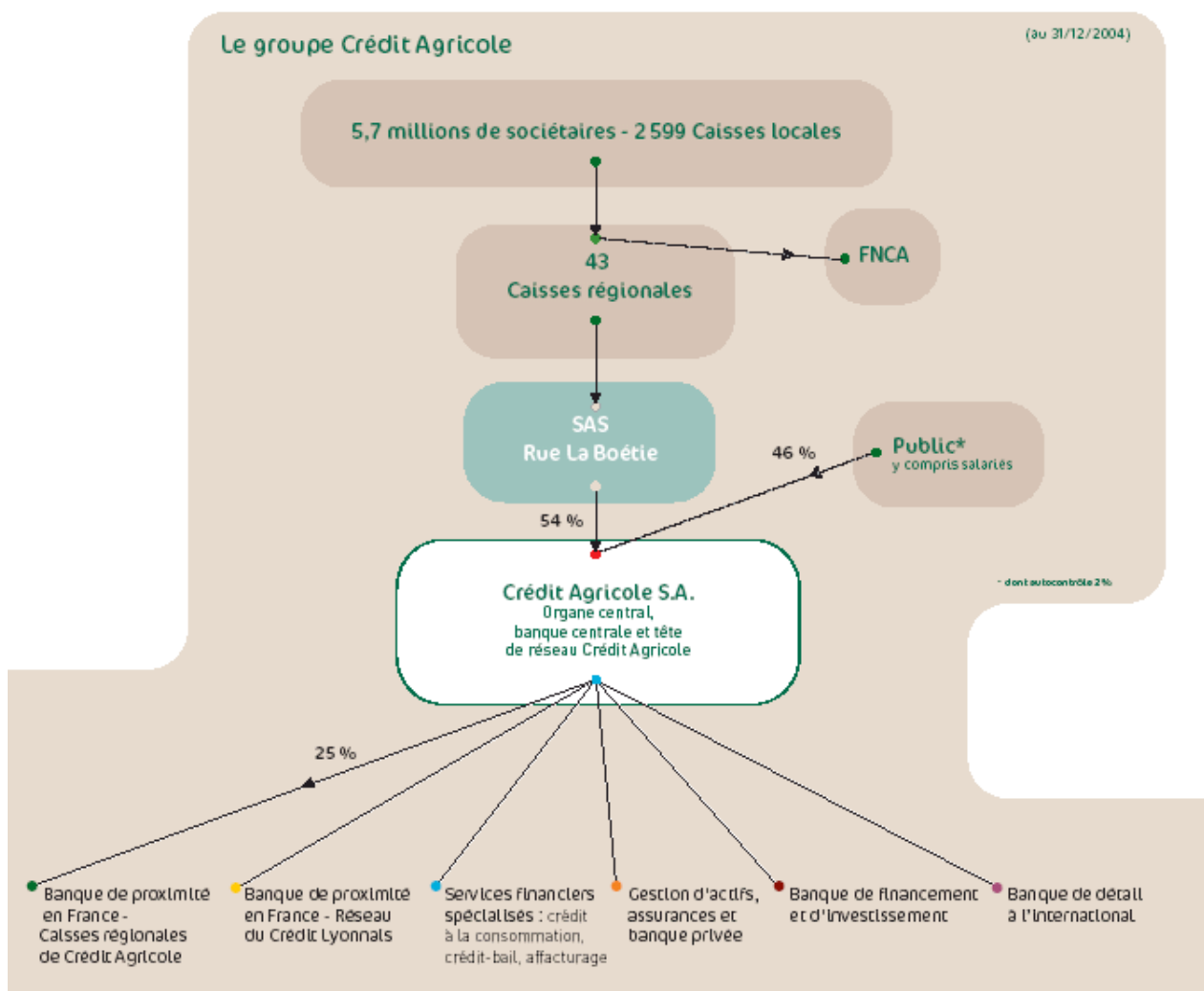
BNP Paribas s'apprête à commercialiser les obligations Dynamo gérées par Crédit Agricole Asset Management (CAAM). Ces obligations, dotées d'une protection du capital à l'échéance, présentent un effet de levier dynamique sur un portefeuille de crédit géré par CAAM. Il s'agit de la première opération du genre, qui devrait constituer une référence sur le marché en plein développement des produits de crédit à coussin.

➤ Organigramme simplifié du groupe Crédit Agricole

Un groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités. Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 5,7 millions de sociétaires qui élisent quelque 34 200 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec

les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives et banques régionales de plein exercice. Les Caisses régionales, via la SAS Rue La Boétie, contrôlent majoritairement le capital de Crédit Agricole S.A. La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.



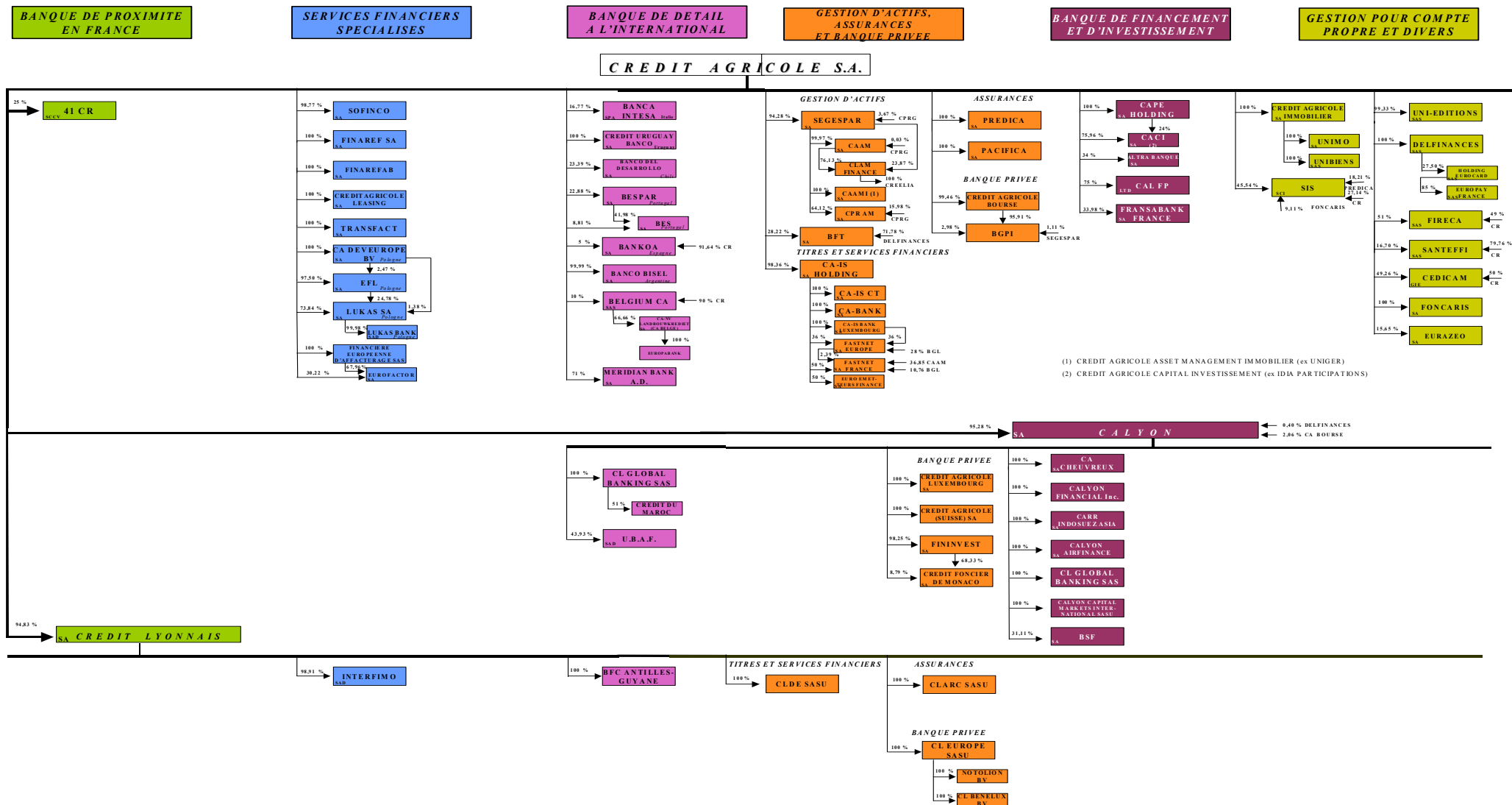
Liens de dépendance

Crédit Agricole S.A. détient 25% des Caisses régionales (à l'exception de la Caisse régionale de la Corse) et une partie significative (de l'ordre de 20% en 2004) de son résultat net provient des Caisses régionales. Bien qu'elle exerce un contrôle en sa qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, elle ne détient pas de droit de vote et ne contrôle pas les décisions des Caisses régionales.

➤ Organigramme du groupe Crédit Agricole s.A. au 01/07/2005

CREDIT AGRICOLE S.A. AU 01/07/2005

(% d'intérêt)



➤ **Principales filiales dans lesquelles Crédit Agricole S.A. détient un pourcentage du capital et des droits de vote différent :**

Participations de Crédit Agricole S.A. dans :

- Banca Intesa : 16,77% du capital et 17,84% des droits de vote ;
- Les Caisses régionales (à l'exception de la Caisse régionale de la Corse) ; Crédit Agricole s.a. détient 25% du capital des Caisses régionales (CCI et CCA inclus) et sa participation en droits de vote (qui ne concerne que les parts sociales) est quasiment nulle.

➤ **Propriétés immobilières, usines, équipements**

La valeur brute totale des immobilisations corporelles du groupe Crédit Agricole S.A. s'élève au 31 décembre 2004 à 4,9 milliards d'euros. Elle représente la valeur des immeubles d'exploitation de bureaux de Crédit Agricole S.A. et de 160 sociétés du groupe en France et à l'étranger ; elle recouvre la valeur des terrains, des immeubles, des installations techniques, des agencements et du matériel d'équipement propriétés du groupe.

Leur valeur nette inscrite au bilan consolidé ressort à 2,6 milliards d'euros fin 2004. Elle représente 0,3 % seulement du total des bilans de Crédit Agricole S.A. au cours des trois derniers exercices.

L'ensemble des risques de dommages matériels, destructions, altérations, incendie, dégâts des eaux, quelle qu'en soit leur origine et de quelque nature que ce soit ainsi que les frais supplémentaires d'exploitation résultant de ces dommages sont garantis par des polices d'assurances souscrites par Crédit Agricole S.A. Se reporter au paragraphe « Assurances et couverture des risques » page 77 et 78 du Document de référence de Crédit Agricole S.A.

➤ **Informations sur les tendances**

Le Groupe confirme les tendances et perspectives mentionnées en page 53 de son document de référence 2004 déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2005 sous le n° D.05-0233 et en page 29 de son actualisation A.01 déposée auprès de l'AMF le 20 avril 2005, et atteste qu'aucune détérioration significative n'a affecté ses perspectives depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

➤ **Organes d'administration et de direction**

Adresses professionnelles des membres du Conseil d'administration (au 1^{er} juillet 2005)

- * M. René CARRON
Président du Conseil d'Administration
Président de la CRCAM des SAVOIE
4, avenue du Pré Félin - BP 200 - 74942 ANNECY-LE-VIEUX
- * M. Jean-Marie SANDER représentant la SAS Rue La Boétie
Vice-Président du Conseil d'Administration
Président de la CRCAM d'ALSACE-VOSGES, de la FNCA et de la SAS Rue La Boétie
1, Place de la Gare - BP 440 - 67008 STRASBOURG CEDEX

- * M. Yves COUTURIER
Vice-Président du Conseil d'Administration
Directeur Général de la CRCAM SUD RHONE ALPES – Secrétaire Général de la FNCA.
Vice-Président de la SAS Rue La Boétie -
15-17 rue Paul Claudel – 38100 GRENOBLE

- * M. Noël DUPUY
Vice-Président du Conseil d'Administration
Président de la CRCAM TOURAINE ET POITOU
Boulevard Winston Churchill – 37041 TOURS CEDEX

- * M. Pierre BRU
Président de la CRCAM NORD MIDI PYRENEES
219, Avenue François Verdier – 81 000 ALBI

- * M. Philippe CAMUS
Co-Gérant de LAGARDERE
4 , rue de Presbourg – 75116 PARIS

- * M. Alain DAVID
Président de la CRCAM D'ILLE ET VILAINE
45, Boulevard de la Liberté – 35 000 RENNES

- * M. Alain DIEVAL
Directeur Général de la CRCAM NORD DE FRANCE
10, Square Foch – 59 800 LILLE

- * M. Henri CORBEL
Représentant les Salariés
Crédit Agricole S.A. - UNIPAR
100, Bld du Montparnasse - 75014 PARIS

- * M. Xavier FONTANET
Président Directeur Général d'ESSILOR INTERNATIONAL
147, rue de Paris - 94127 CHARENTON CEDEX

- * Mme Carole GIRAUD VALLENTIN
Salariée de Caisse régionale
CRCAM SUD RHONE ALPES
DMO/ORG
15-17 rue Paul Claudel – BP 67 - 38041 GRENOBLE CEDEX 9

- * M. Roger GOBIN
Président de la CRCAM ATLANTIQUE VENDEE
La Garde - Route de Paris - 44 300 NANTES

- * M. Michel GUERMEUR
Représentant les Salariés
Assistant Crédit Bail - UCABAIL
14, rue Rouget de L'Isle – 92681 ISSY LES MOULINEAUX

- * M. Pierre KERFRIDEN
Directeur Général de la CRCAM du FINISTERE
7, Route du Loch - 29555 QUIMPER CEDEX
- * M. Daniel LEBEGUE
Président de l'Institut Français des Administrateurs (IFA)
27, Avenue de Friedland – 75 008 PARIS
- * M. Jean-Michel LEMETAYER
Président de la FNSEA
11, rue de la Baume – 75008 PARIS
- * M. Bernard MARY
Directeur Général de la CRCAM du NORD EST
25, rue Libergier – 51100 REIMS
- * M. Michel MICHAUT
Président de la CRCAM de CHAMPAGNE BOURGOGNE
269 Faubourg Croncels - 10 000 TROYES
- * M. Jean-Pierre PARGADE
Président de la CRCAM d'AQUITAINE
304, Boulevard du Président Wilson - 33 076 BORDEAUX CEDEX
- * M. Corrado PASSERA
Administrateur Délégué - Banca Intesa
Via Monté Di Pietà, 8 - 20 121 MILAN
- * M. Jean-Claude PICHON
Directeur Général de la CRCAM du MIDI
Avenue de Montpelliérêt - MAURIN - 34 977 LATTES CEDEX

- * M. Henri MOULARD
Censeur du Conseil d'Administration
Président Truffle Venture
25, rue Marboeuf – 75 008 PARIS

- * M. Daniel COUSSENS
Représentant du Comité d'Entreprise
Crédit Agricole S.A. –MAP/OC
91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS

Adresses professionnelles des membres du Comité exécutif (au 1^{er} juillet 2005)

- * Jean LAURENT
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15
- * Edouard ESPARBES
9 quai du Président Paul Doumer
92400 COURBEVOIE
- * Georges PAUGET
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15
- * Jacques BAUDOUIN
19 boulevard des Italiens
75002 PARIS
- * Aline BEC
19 boulevard des Italiens
75002 PARIS
- * Jérôme BRUNEL
19 boulevard des Italiens
75002 PARIS
- * Thierry COSTE
90 boulevard Pasteur
75015 PARIS
- * Ariberto FASSATI
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15
- * Jérôme GRIVET
9 quai du Président Paul Doumer
92400 COURBEVOIE
- * Gilles GUITTON
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15
- * Jean-Frédéric de LEUSSE
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15
- * Marc LITZER
9 quai du Président Paul Doumer
92400 COURBEVOIE
- * Gilles de MARGERIE
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15

- * Bernard MICHEL
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15

- * Yves PERRIER
9 quai du Président Paul Doumer
92400 COURBEVOIE

- * Patrick VALROFF
Rue du bois sauvage
91038 EVRY CEDEX

- * Marc GHINSBERG
91-93 boulevard Pasteur
75710 PARIS CEDEX 15

Conseil d'Administration de Crédit Agricole S.A. au 1^{er} juillet 2005

	Première nomination	Echéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société Autres mandats	Autres références professionnelles et activités professionnelles au cours des cinq dernières années
René Carron Né le 13 juin 1942 Détient 4 400 actions	20/05/1999	2008	Président du Conseil Président du Comité stratégique et membre du Comité des nominations et de la gouvernance	Président de la CRCAM des Savoie Vice-Président de la FNCA Administrateur - Vice-Président de Banca Intesa Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo et de Lagardère Administrateur de Suez	Maire de la Commune de Yenne Conseiller de la Banque de France de la Savoie Administrateur de Crédit Agricole Indosuez – 2000 à 2003 Administrateur du Crédit Lyonnais – 2002 à 2003 Administrateur du Fonds Coopération Crédit Agricole Mutuel jusqu'en 2003 Président de la Fédération Nationale du Crédit Agricole, - de 07/2000 à 04/2003 et Membre de droit de l'Association des Présidents Président de la SAS Rue la Boétie – jusqu'en 2003

Jean-Marie Sander Né le 23 décembre 1949 Détient 14 635 actions	20/05/1999	2006	Vice-Président du Conseil (représentant de la SAS Rue La Boétie) Membre du Comité stratégique, du Comité des nominations et de la gouvernance et du Comité des rémunérations	Président de la CRCAM d'ALSACE-VOSGES Président de la FNCA Président de la SAS Rue la Boétie Vice-Président de SACAM Développement Administrateur du Crédit Lyonnais et de Calyon Président du Conseil Economique et Social d'Alsace et de la CNMCCA	Président de la SACAM PARTICIPATIONS (SAS à capital variable) depuis le 30 avril 2003 Président du comité de direction du GECAM (GIE) depuis le 30 avril 2003 Membre du Conseil d'administration de la SACAM depuis le 07 septembre 2000 Membre du Conseil d'administration de la SCICAM (société civile immobilière) depuis le 07 septembre 2000 Membre du Comité de Direction de la SARL ADICAM Représentant légal, dans les sociétés suivantes, de la SAS Sacam Participations, présidente desdites sociétés : SAS SEGUR SAS MIROMESNIL SAS SACAM SANTEFFI SAS SACAM ASSURANCE CAUTION SAS SACAM PLEINCHAMP SAS SACAM EXPANSION SAS SACAM FIRECA SAS SACAM PROGICA Administrateur de PREDICA représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA (jusqu'en avril 2004)
Yves Couturier Né le 24 juillet 1946 Détient 5 974 actions	29/11/2001	2007	Vice-Président du Conseil Membre du Comité stratégique et du Comité des nominations et de la gouvernance	Directeur général de la CRCAM Sud Rhône-Alpes Vice-Président de la SAS Rue La Boétie. Secrétaire général de la FNCA Président de SACAM Développement Administrateur du Crédit Lyonnais et de Calyon	Membre du Comité de Direction du GIE PRATICA (jusqu'en 03/2005) Administrateur du GIE CEDICAM (jusqu'en 2003) Administrateur de la SAS TLJ (jusqu'en 2003) Administrateur de PREDICA représentant permanent de SACAM (jusqu'en avril 2004) Administrateur d'UCABAIL (jusqu'en 2002)
Noël Dupuy Né le 6 juillet 1947 Détient 844 actions	21/05/2003	2006	Vice-Président du Conseil Membre du Comité stratégique et du Comité des nominations et de la gouvernance	Président de la CRCAM de la TOURAINE et du POITOU. Vice-Président de la FNCA. Vice-Président de la Caisse locale de la Vallée de l'Indre. Administrateur du Crédit Lyonnais, de Sofipar Administrateur de Predica, représentant Crédit Agricole S.A.	Administrateur de la Société Rue Impériale Administrateur de la Société ATTICA Administrateur de la Centrale Titres de Mer Membre du Conseil Economique et Social

Pierre Bru Né le 10 mars 1950 Détient 3 257 actions	25/05/2000	2007	Administrateur Membre du Comité des rémunérations	Président de la CRCAM Nord Midi Pyrénées Président de Sodagri Administrateur de Calyon, Inforsud Gestion, Chabrilac et Merico Deltaprint	Président CR QUERCY ROUERQUE (CR absorbée par CR Nord Midi Pyrénées en mai 2004) Président Directeur Général d'INFORSUD GESTION (jusqu'en Décembre 2004) Président de : la Commission Nationale de Négociation et de la Commission des Relations Sociales à la F.N.C.A (jusqu'en 12/2004), AGRICOLA (de 01/1999 à 12/2000), Vice-Président de l'Association des Présidents de Caisses Régionales (jusqu'en avril 2001), Membre de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron (de 01/1989 à 01/2001), Administrateur SICA Habitat Rural (de 09/1995 à 03/2003), Membre du Comité Central C.I.C.A. (de 1997 à 2001), Administrateur Société des Caves de Roquefort (jusqu'en 2003)
Philippe Camus Né le 28 juin 1948 Détient 1 364 actions	18/05/2005	2008	Administrateur Président du Comité des nominations Membre du Comité d'audit et des risques	Co-gérant de Lagardère SCA Vice-Président, Directeur général délégué d'Arco Représentant permanent de Lagardère SCA au Conseil d'administration de Hachette SA Représentant permanent de Hachette SA au Conseil d'administration de Hachette Distribution Services Représentant permanent de Lagardère Active au Conseil d'administration de Lagardère Active Broadcast Administrateur de Hachette Filipacchi Médias SA	Président exécutif de EADS (jusqu'au 12 mai 2005) Administrateur chez Dassault (à compter du 11 mai 2005)
Alain David Né le 12 mars 1945 Détient 5 427 actions	18/05/2005	2008	Administrateur	Président de la CRCAM d'Ille et Vilaine Président de la Commission des ressources humaines à la FNCA Président et administrateur de la Caisse locale du Grand-Fougeray Administrateur de Crédit Agricole Titres	Membre de la Commission des ressources humaines à la FNCA Maire du Grand-Fougeray Administrateur du CIB, de UEO, de la SADIV

Alain Diéval Né le 3 décembre 1948 Détient 2 825 actions	19/05/2004	2008	Administrateur Membre du Comité d'audit et des risques	Directeur général de la CRCAM Nord de France Président du Crédit Agricole Belge Président-Directeur général de Vauban Finance Administrateur de Crédit Agricole Titres	Secrétaire général de la CAMCA Président de Participex Membre de la Commission Développement (FNCA) et du Comité de Pilotage Marketing. Membre du Comité d'Orientation de la Promotion (COP). Président du Comité Régional des Banques Nord - Pas-de-Calais Membre du Directoire Nordpicom Président du Club Télécom (jusqu'en Juillet 2004)
Xavier Fontanet Né le 9 septembre 1948 Détient 3 273 actions	29/11/2001	2008	Administrateur Président du Comité des nominations et de la gouvernance et Membre du Comité stratégique	Président Directeur général d'Essilor International. Administrateur de Bénéteau, L'Oréal, Essilor of America Inc. (USA), EOA Holding Co Inc (USA), IMS – Entreprendre pour la Cité, Nikon-Essilor Co Ltd (Japon), Shangaï Essilor Optical Company Ltd (Chine), Transitions Optical Inc (USA), Transitions Optical Ltd (Irlande) et Transitions Optical Holding B.V. (Pays-Bas)	Président du Comité Ethique du Medef Membre du Conseil Exécutif du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), jusqu'en 2003. Administrateur Essilor Laboratories of America Holding, jusqu'en 2003
Roger Gobin Né le 7 avril 1945 Détient 1 402 actions	25/5/2000	2006	Administrateur Membre du Comité d'audit et des risques	Président de la CRCAM Atlantique-Vendée Administrateur de la Caisse locale de Pornic Président de la S.A.S. Fireca Administrateur de Pacifica, de Crédit Agricole Leasing, et de Calyon	Président de la Fédération des CR Pays de Loire / Association (de 2001 à 2005)
Pierre Kerfriden Né le 21 septembre 1946 Détient 50 actions	17/12/1999	2007	Administrateur Membre du Comité d'audit et des risques	Directeur général de la CRCAM du Finistère Administrateur du Crédit Lyonnais, de CA Private Equity, d'Uni-Expansion Ouest S.C.R.	Gérant de GICAB EQUIPEMENT (SARL) dissolution fin 2004 Président du GICAB (GIE) dissolution fin 2003 Administrateur CREDIT AGRICOLE BOURSE Administrateur SCT BRUNOY Administrateur MARINE 2 (SCA)
Daniel Lebègue Né le 4 mai 1943 Détient 50 actions	19/05/2004	2008	Administrateur Membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des nominations et de la gouvernance	Président de l'Institut Français des Administrateurs Président de Transparency Internationale (France) Administrateur de Alcatel, Areva, Technip, Scor	Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations (de 1997 à 2002)

Jean-Michel Lemétayer Né le 2 juin 1951 Détient 2 013 actions	Nov 2001	Juil 2005	Administrateur	Président de la FNSEA Membre du Conseil Economique et Social	Président : FNPLait (Fédération Nationale des Producteurs de Lait) CIDIL (Centre Interprofessionnel de Documentation et d'Information Laitières) CNIEL (Centre National interprofessionnel de l'Economie Laitière) Premier vice-président du COPA, de la Chambre d'Agriculture d'Ille et Vilaine, Vice-président de la FDSEA
Bernard Mary Né le 17 novembre 1947 Détient 4 930 actions	29/11/2001	2006	Administrateur Membre du Comité d'audit et des risques	Directeur général de la CRCAM Nord-Est Administrateur de CA Cheuvreux, Sofipar, Crédit Agricole Belge Représentant permanent de CRCAM Nord-Est : Président de Belgium CA	Administrateur de Crédit Agricole Solidarité et Développement
Michel Michaut Né le 6 mars 1947 Détient 585 actions	19/05/2004	2008	Administrateur	Président de la CRCAM Champagne Bourgogne Président de Crédit Agricole Leasing	Administrateur de CAMCA Président de la fédération des CR de Bourgogne Associé gérant du GAEC de la Baderie à Lixy Membre du Bureau Fédéral (FNCA) (de 2000 à 2004)
Jean-Pierre Pargade Né le 28 juillet 1946 Détient 3 673 actions	23/5/1996	2006	Administrateur Membre du Comité des rémunérations	Président de la CRCAM Aquitaine Président de la Caisse locale de Samadet Administrateur de Crédit Agricole Asset Management , de Segespar, de Pacifica Président de Foncaris Gérant d'Agri-Informatique Services	Président du CGEAL, Secrétaire Chambre d'Agriculture des Landes
Corrado Passera Né le 30 décembre 1954 Détient 10 actions	22/5/2002	2008	Administrateur	Administrateur délégué de Banca Intesa Membre du Conseil d'administration de Olimpia S.P.A. et RCS MediaGroup Membre du Conseil d'administration et du Comité exécutif Association Bancaire Italienne (ABI).	Administrateur Délégué de Poste Italianae S.p.A. Membre du Conseil d'Administration Finmeccanica S.p.A.
Jean-Claude Pichon Né le 10 septembre 1946 Détient 2 860 actions	25/5/2000	2008	Administrateur Membre du comité stratégique	Directeur général de la CRCAM du Midi Président de Predica, de Predi Retraites Administrateur de Pacifica, d'Europay-France et Holding Eurocard , d'Apis CA	Directeur Délégué de la Fédération Régionale du Crédit Agricole Mutuel de Languedoc-Roussillon Censeur d'Europay (2004) Vice-Président du : Conseil de surveillance de la SNI, directoire de SOFILARO (2004) Président du Conseil d'Administration de Sofilaro Participations (2004)

Henri Corbel Né le 24 février 1951 Détient 932 actions	Juin 2000	2006	Administrateur représentant les salariés	Directeur des Investissements à UNIPAR Président du Conseil de Surveillance du FCPE "Actions" Président de la S.A. Viti-Management Administrateur de la Société Forestière (Groupe Caisse des Dépôts)	Président de la S.A.S. Tour de Mons, et de la S.A.S. Château de Santenay
Carole Giraud Née le 15 novembre 1965 Détient 10 actions	29/11/2001	2006	Administrateur représentant les salariés des Caisses régionales	Analyste Service développement outils et technologies à la CRCAM Sud Rhône-Alpes	Secrétaire fédérale au sein de la FGA-CFDT en charge de la branche Crédit Agricole en 2000 et 2001
Michel Guermeur Né le 8 août 1951 Détient 1 action	Juin 2003	2006	Administrateur représentant les salariés	Assistant Crédit-Bail à Crédit Agricole Leasing	Délégué Syndical à Crédit Agricole S.A. Membre du Comité d'Entreprise à Crédit Agricole S.A. Délégué du personnel à Crédit Agricole S.A.
Henri Moulard Né le 2 mai 1938 Détient 10 actions	22/5/2002 (administrateur) 05/2003 (censeur)	2006	Censeur Président du Comité d'audit et des risques	Président Truffle Venture (Invest in Europe) Président HM et ASSOCIES (SAS) Censeur du Conseil d'administration de Crédit Agricole Indosuez et du Crédit Lyonnais Censeur de GFI INFORMATIQUE Administrateur Elf-Aquitaine (SA), WAFABANK, UNIBAIL (SA), Burelle SA, BCM (Banque Commerciale du Maroc)	

Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. au 1^{er} juillet 2005

	Fonction principale exercée dans la société	Autres mandats et fonctions exercés	Autres références professionnelles et activités professionnelles au cours des cinq dernières années
Jean Laurent	Directeur général – Président du Comité	Président du Conseil d'administration de Calyon S.A. Président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais S.A. Administrateur de Banca Intesa Spa Administrateur Vice-Président de Banco Espírito Santo SGPS Administrateur – Membre du Comité de nomination et de rémunération du Groupe Danone S.A. Membre du Conseil de surveillance – Membre du Comité financier d'Eurazeo SAD Membre du Conseil de surveillance de M6 Télévision SAD Président du Conseil d'administration de l'Institution Europlace de Finance Membre du Comité Exécutif de la Fédération Bancaire Française Membre du Conseil de l'Association Française des Banques Membre du Conseil de Paris-Europlace Membre du bureau de l'Association Française des Etablissements de crédits et des entreprises d'investissements	Vice-Président de Pacifica de 1994 à 1999 Vice-Président de Prédica de 1993 à 1999 Vice-Président de Banca Intesa (mandat libéré en 2004) Directeur Général Adjoint de la Caisse Nationale de Crédit Agricole de février 1994 à mai 1999 Administrateur de Sofinco de 1998 à 1999 Administrateur du Comité de direction du Cedecam de 1994 à 1999 (Président de 1997 à 1999) Administrateur de la Banque de Gestion Privée Indosuez d'avril 1998 à avril 2001 Administrateur d'Union d'Etudes et d'Investissements de mars 1996 à mars 2002 (Président de 1999 à 2002) Administrateur de Crédit Agricole Asset Management de 1997 à 2002 Administrateur de Segespar de 1994 à mars 2002 (Président de 1999 à 2002) Administrateur d'Amacam de 1994 à 2002 Administrateur de la SA Rue Impériale de 2001 à Octobre 2003 Membre du Conseil national du crédit et du titre

Edouard Esparbes	Directeur Général Délégué	Directeur Général non administrateur de Calyon Administrateur de la Banque Saoudi Fransi S.A. Administrateur de CA Cheuvreux S.A. Administrateur de la Coface S.A. Administrateur du Crédit Lyonnais S.A.	Président de SICAV Marianne (jusqu'en 2004) Président, administrateur de Synergie (GIE) (jusqu'en 2004) Vice-Président d'Euro Securities Partners SAS (jusqu'en 2004) Directeur général de la Caisse régionale Paris Ile-de-France (jusqu'en 2004) Directeur général du Domaine de la Sablonnière SARL (jusqu'en 2004) Administrateur, Vice-Président du CEDICAM (GIE) (jusqu'en 2004) Administrateur de SACAM SAS (jusqu'en 2002) Administrateur de SAPACAM (jusqu'en 2002) Administrateur de SCI CAM S.A. (jusqu'en 2002) Administrateur de SACAM CONSOMMATION 1 SAS (jusqu'en 2002) Administrateur de CIRECAM (GIE) (jusqu'en 2004) Administrateur d'EUROPAY France S.A. (jusqu'en 2004) Administrateur de GECAM (GIE) (jusqu'en 2004) Administrateur de HOLDING EUROCARD S.A. (jusqu'en 2004) Administrateur de SOFINCO S.A. (jusqu'en 2004) Membre du Comité Exécutif de TLJ SAS (jusqu'en 2004) Membre du Comité Stratégique de FIRECA (jusqu'en 2004) Secrétaire général adjoint, membre de la commission de développement de la FNCA (jusqu'en 2004) Représentant permanent de la Caisse régionale Paris Ile-de-France, administrateur de Thomas Collet et Cie (jusqu'en 2002) Représentant permanent de la Caisse régionale Paris Ile-de-France, administrateur de la Banque de Financement et Trésorerie (jusqu'en 2004) Gérant de CA Titres CNS (jusqu'en 2004) Gérant de l'Espace Didedot SARL (jusqu'en 2004)
------------------	---------------------------	--	--

Georges Pauget	Directeur Général Délégué	Président du Cedecam Président de TLJ SAS Président de Union-Editions SAS Directeur Général du Crédit Lyonnais S.A. Administrateur – Vice-Président de Pacifica S.A. Administrateur – Vice-Président de Prédica S.A. Administrateur de Bankoa S.A. Administrateur de la Banque de Gestion Privée Indosuez S.A. Administrateur de Calyon Administrateur d'Europay France Administrateur de Holding Eurocard Administrateur de Predi Retraite	Président de Servicam SAS (jusqu'en 2003) Président de l'Union des Assurances Fédérales S.A. (jusqu'en 2004) Directeur Général de la Caisse Régionale Pyrénées Gascogne (jusqu'en 2002) Administrateur de GECAM (GIE) Administrateur de Crédit Agricole Indosuez S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de Crédit Agricole Indosuez Cheuvreux S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de Crédit Agricole Indosuez Cheuvreux Gestions S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur du Crédit Lyonnais (jusqu'en 2003) Administrateur de Foncaris S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de Mercagentes, SA, SVB (jusqu'en 2003) Administrateur de SACAM SAS (jusqu'en 2003) Administrateur de SAPACAM SAS (jusqu'en 2003) Administrateur de SCI CAM (jusqu'en 2003) Membre du bureau de la FNCA (jusqu'en 2003) Représentant permanent Crédit Agricole S.A., membre du conseil de surveillance du Fonds de garantie des dépôts (jusqu'en 2004)
Jacques Baudouin	Directeur Général Délégué du Crédit Lyonnais	Président Directeur Général du Conseil d'administration de la Société lyonnaise d'investissement en valeur mobilières – SLIVAM Président Directeur Général du Conseil d'administration de Trilion Administrateur des Assurances Fédérales IARD S.A. Administrateur de Crédit Agricole Asset Management S.A. Administrateur de Crédit Logement S.A. Administrateur de Pacifica S.A. Censeur d'Europay France	Vice-Président du Conseil de surveillance du Crédit Lyonnais Asset Management S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur du Crédit Lyonnais Asset Management S.A. (jusqu'en 2004)
Alice Bec	Responsable informatique d'exploitation bancaire	Responsable des systèmes d'information, des services à la clientèle et des flux ainsi que la maîtrise d'ouvrage au Crédit Lyonnais S.A. Administrateur de Dynalion Technologies PEA Administrateur de SILCA (GIE)	Membre du Comité Exécutif du Crédit Lyonnais S.A. (jusqu'en 2004)

Jérôme Brunel	Directeur ressources humaines Groupe	Président du Conseil d'administration de CAAM Europe Développement Durable Administrateur de l'IFCAM	Membre du Comité Exécutif du Crédit Lyonnais S.A. (jusqu'en 2004)
Thierry Coste	Directeur Gestion d'actifs	Président Directeur Général de CA AM Président Directeur Général de Segespar S.A. Président de Systeia Capital Management SAS Président du Crédit Lyonnais Asset Management Immobilier Président de CA-AM Hong-Kong LTD Président de CA Lazard Financial Products LTD Directeur de CA Lazard Financial Products Bank Directeur de CA-AM Japan LTD Administrateur, Vice-Président de BFT S.A. (Banque Financement et Trésorerie) Administrateur de CA Cheuvreux S.A. Administrateur de Crédit Agricole Investor Services Holding S.A. Administrateur de Euro Services Partners SAS Administrateur de IDEAM SAS Administrateur d'UNIGER Représentant permanent CA-AM, Président de Crédit Agricole Alternative Investment Products Group SAS Membre du Conseil de surveillance de CA Titres (SNC) Membre de la Commission des sanctions, Commission organisation et fonctionnement du marché à l'Autorité des Marchés Financiers	Président Directeur Général de Crédit Lyonnais Asset Management S.A. (jusqu'en 2004) Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de la Banque de Gestion Privée Indosuez S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de Predica S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de Sicovam S.A. (jusqu'en 2003) Administrateur de Euroclear PLC S.A. (jusqu'en 2004) Administrateur de Predi Retraites S.A. (jusqu'en 2004) Représentant permanent Segespar, Président de Finasic SAS (jusqu'en 2004) Représentant permanent CA-AM, Président de Valinter VI SAS (jusqu'en 2004) Représentant permanent CA-AM, Président de Valinter V SAS (jusqu'en 2004)

Ariberto Fassati	Directeur groupe Crédit Agricole S.A. pour l'Italie	Vice-Président de Calyon Bank (Egypt) S.A. Vice-Président de CA Investor Services Bank Luxembourg S.A. Vice-Président de Crédit Agricole Indosuez Luxembourg S.A. Administrateur d'AXA Assicurazioni SPA Administrateur de Banca Intesa SPA Administrateur de Crédit Agricole Asset Management Administrateur de Crédit Agricole Suisse Administrateur du Crédit Foncier de Monaco S.A. Administrateur de Lafarge Adriasebina	Président de Fastnet Italia SPA (jusqu'en 2003) Président de Calyon Financial INC. (jusqu'en 2004) Président de Crédit Agricole Alternative Investment Products Group SGR SPA (jusqu'en 2004) Président de Crédit Agricole Asset Management SGR SPA (jusqu'en 2004) Président de Crédit Agricole Cheuvreux Italia SIM SPA (jusqu'en 2004) Président de Crédit Agricole Indosuez Private Banking SPA (jusqu'en 2004) Président de IAF SPA Istituto Fiduciario SPA (jusqu'en 2004) Président du Conseil d'administration de Selezione E Distribuzione SIM S.A. (jusqu'en 2004) Président du Conseil d'administration de CAI Holding Italie Due SRL (jusqu'en 2004) Directeur Général Délégué de Calyon (jusqu'en 2004) Administrateur de Crédit Agricole Cheuvreux S.A. (jusqu'en 2004)
Jérôme Grivet	Responsable du Secrétariat général, de l'organisation et de la stratégie de Calyon	Président de SNGI S.A. Administrateur de la Banque Themis S.A. Administrateur de Trilion Représentant permanent Calyon, administrateur de Fletirec	Administrateur de Finalion S.A. (jusqu'en 2004) Administrateur de Seliance S.A. (jusqu'en 2004) Responsable de la Direction de la Stratégie et du Développement au Crédit Agricole S.A. (jusqu'en 2004)
Gilles Guitton	Secrétaire Général	Président du Festival « Paris quartier d'été » Président à la FBF : Comité de lutte contre le blanchiment et le terrorisme Président du Conseil de direction du Groupement des Cartes Bancaires (GIE) Directeur Général Délégué de Segespar S.A. Membre du Conseil de surveillance du Fonds de garantie des dépôts Administrateur d'Atria Capital Partenaires S.A. Administrateur de Clear Channel SAS	Président de l'Association « Côté 9 ^{ème} » de 1999 à 2000 Vice-Président du Directoire du Crédit Industriel et Commercial jusqu'à septembre 2000 Directeur général de la Fédération Bancaire Française de 2000 à 2003 Directeur général de l'Association Française des Banques de 2000 à 2003 Directeur Général de l'Association Française des Etablissements de crédit & des entreprises d'investissement de 2000 à 2003 Administrateur de Paris-Ile de France capitale économique jusqu'à 2001 Administrateur de la Banque Transatlantique jusqu'à septembre 2000 Administrateur de la Banque de Tunisie jusqu'à septembre 2000 Membre du Conseil des marchés financiers de 1988 à 2004 Membre du Conseil exécutif du MEDEF de 2001 à 2003 Membre du Comité de la réglementation bancaire et financière jusqu'à octobre 2003

Jean-Frédéric de Leusse	Directeur Banque de détail à l'international et pôle Capital-investissement	Président Directeur Général de Cape Holding S.A. Président du Conseil d'administration de IDIA Participation S.A. Président du Conseil d'administration de Unipar SAS Président administrateur de Sofipar S.A. Président du Conseil de surveillance de Lukas Bank S.A. Président du Conseil de surveillance de Crédit Agricole Private Equity Administrateur de Banca Intesa SPA Administrateur de Banco Espirito Santo S.A. Administrateur de la Banque Libano Française SAL Administrateur de BSF Banque Saudi Fransi Membre du Conseil de surveillance du Crédit du Maroc Membre du Conseil de surveillance chez De Dietrich Représentant permanent de la Compagnie Française de l'Asie, administrateur de CAI Egypt Représentant permanent de Crédit Agricole S.A., administrateur de Sofiproteol S.A. Représentant permanent de Crédit Agricole S.A., administrateur de Unigrains	Président de CA Grands Crus SAS (libéré en 2005) Président Directeur Général de Sofipost (jusqu'en 2001) Président Directeur Général de Crédit Lyonnais Private Equity Holding S.A. (jusqu'en 2004) Membre du Comité Exécutif, Directeur du développement des nouveaux services du Groupe La Poste (jusqu'en 2001) Directeur Général de la Fédération nationale de Crédit Agricole (jusqu'en 2001) Directeur Général de SACAM Participations SAS Administrateur de Cedecam (jusqu'en 2004) Administrateur de DIFCAM (jusqu'en 2004) Administrateur de Eurocard Holding S.A. (jusqu'en 2004) Administrateur d'Eurocard Holding S.A. (jusqu'en 2004) Administrateur de la Fondation « Pays de France » (jusqu'en 2004) Administrateur de TLJ SAS (jusqu'en 2004) Membre du Conseil de direction du GIE Cartes bancaires (jusqu'en 2004) Membre du Comité directeur du Groupement Européenne des Banques Coopératives (GIE) (jusqu'en 2004) Membre du Comité de direction d'Adicam (jusqu'en 2004) Membre du Conseil national du crédit et du titre en qualité de représentant des activités économiques, au titres des organisations professionnelles Membre du Conseil supérieur d'Orientation au Conseil Supérieur du Notariat (jusqu'en 2004) Censeur de Pacifica (jusqu'en 2004) Censeur de Predica (jusqu'en 2004)
Marc Litzler	Directeur général de Calyon	Président de CA Cheuvreux Président de Calyon Financial INC Administrateur de CLSA BV Gérant de Copernic Co-gérant de MLFG	Aucun autre mandat
Gilles de Margerie	Directeur finances Groupe – Directeur des risques Groupe	Président Directeur Général de Crédit Agricole Alternative Administrateur de Cineteve S.A. Administrateur de Crédit Agricole Investor Services Holding S.A. Membre du Conseil de surveillance de Finaref	Président de CAI Preferred Funding LLC Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole S.A. (jusqu'en 2003) Directeur général adjoint, Directeur financier, membre du Comité de direction générale chez Crédit Agricole Indosuez (jusqu'en 2000) Administrateur de CPR S.A. Administrateur d'ISIS Administrateur de Crédit Agricole Cheuvreux (jusqu'en 2004)

Bernard Michel	Directeur du fonctionnement et de la logistique	Président d'AEPRIM SAS Président de Progica SAS Président de SILCA (GIE) Président Directeur Général de Crédit Agricole Immobilier S.A. Président du Conseil d'administration de Transfact S.A. Président du Conseil d'administration de UNIMO S.A. Président du Conseil de surveillance de CPR Billets Président du Conseil de surveillance des Systèmes technologiques d'échange et de traitement SAS Président du Conseil de surveillance de Unibiens S.A. Président de la Commission de Gestion Provisoire de la Caisse régionale de la Corse Administrateur de Cedecam Administrateur de Cholet Dupont S.A. Administrateur de Corelyon S.A. Administrateur de Euro Securities Partners SAS Membre du Conseil de surveillance de Sopra Group Membre du Comité exécutif de TLJ SAS	Président de SIGMA 12 S.A.S. (jusqu'en 2004) Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole Indosuez Cheuvreux Gestion S.A. (jusqu'en 2003) Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole S.A. (jusqu'en 2003) Directeur de Crédit Agricole Lazard Financial Products Bank LTD (jusqu'en 2004) Administrateur de la Banque de Gestion Privée Administrateur de Uniger S.A. Administrateur de Foncaris S.A. Administrateur de Indocam S.A. Administrateur de Hayaux du Tilly S.A. Administrateur de Crédit Agricole Asset Management Administrateur de CPR Administrateur de Crédit Agricole Lazard Financial Products LTD (jusqu'en 2004) Administrateur d'Ucabail S.A. (jusqu'en 2004) Membre du Conseil de surveillance de Dynabourse S.A. Représentant permanent de Crédit Agricole S.A., administrateur de Delfinances S.A. Représentant permanent de Crédit Agricole S.A., administrateur de UI Censeur de Cholet Dupont S.A. (jusqu'en 2004)
Yves Perrier	Directeur Général Délégué de Calyon	Administrateur de CLSA B.V. Administrateur de Crédit Agricole Cheuvreux S.A.	Président de Crédit Agricole Cheuvreux (jusqu'en 2004) Administrateur de Calyon Capital Market Asia BV (jusqu'en 2005) Membre du Comité Exécutif du Crédit Lyonnais (jusqu'en 2004) Membre du Conseil de surveillance de Crédit Lyonnais Asset Management S.A. (jusqu'en 2003) Directeur des Risques Groupe de Crédit Agricole S.A. (jusqu'en 2004)

Patrick Valroff	Directeur des Services Financiers Spécialisés	Président de Valris S.A. Président Directeur Général de Sofinco S.A. Président du Conseil de surveillance d'Eurofactor Président du Conseil de surveillance de Finaref Administrateur de Crédit Agricole Leasing S.A. Co-gérant de Sofincar SNC Co-gérant de Sofinroute SNC Représentant permanent de Sofinco, administrateur de Creserfi	Président de Sofegide S.A. (jusqu'en 2004) Président du Conseil de surveillance de Lixxbail Groupe (jusqu'en 2004) Président du Conseil de direction stratégique de Financière Européenne d'Affacturage SAS (jusqu'en 2005) Administrateur de la Mondiale Partenaire S.A. (jusqu'en 2003) Représentant permanent de Sofinco, administrateur du « Bois sauvage Nederlands BV » (jusqu'en 2004)
Marc Ghinsberg	Directeur du budget, du contrôle de gestion et des participations et Directeur de la stratégie et du développement, assure le secrétariat du Comité exécutif	Président de la Banque de Financement et de Trésorerie Président de Crédit Agricole Bourse Président de Sacam Consommation 1, Sacam Consommation 2, Sacam Consommation 3 Président de Sopar Président et membre du Conseil de Gestion de Delfinances Administrateur de la Banque de Gestion Privée Indosuez S.A. Administrateur de Crédit Agricole Asset Management S.A. Administrateur d'Ucabail Membre du Comité de Direction de Crédit Agricole Solution Groupe Services SAS Membre du Conseil de Surveillance et Président du Comité d'audit du Crédit du Maroc Membre du Comité Stratégique de Fireca SAS Censeur de Pacifica S.A. Censeur de Pleinchamp SAS Censeur de Predica S.A. Représentant permanent de Crédit Agricole S.A., administrateur de Cape Holding	Administrateur de UNICEFI 75 (jusqu'en 2003) Administrateur de Segespar (jusqu'en 2004) Administrateur de Crédit Lyonnais Asset Management S.A. (jusqu'en 2004) Membre du Conseil de surveillance du FPC Avenir Crédit Agricole (jusqu'en 2004) Membre du Comité de gestion de Progica (jusqu'en 2004) Membre du Comité stratégique de Cario (jusqu'en 2004)

Liens familiaux entre les personnes composant le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. et/ou son Comité exécutif :

Aucun

Condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins à l'encontre des membres des organes d'administration ou de direction :

Aucune

Faillite, mise sous séquestre ou liquidation à l'encontre des membres des organes d'administration ou de direction :

Aucune

Incrimination et/ou sanction publique officielle contre les membres des organes d'administration ou de direction :

Une procédure a été initiée début mai 2004 par la CONSOB à l'encontre de la banque italienne BANCA INTESA, ses administrateurs et dirigeants et précédemment ceux des sociétés CARIPLO, COMIT et BAV pour la période comprise entre début 1999 et fin 2002.

Dans ce cadre, le directeur général de Crédit Agricole S.A., M. Jean Laurent, et M. Ariberto Fassati, membre du Comité exécutif, ont reçu en mars 2005 notification par le Ministère de l'Economie et des Finances italien d'amendes d'un montant de 33.800 euros pour M. Jean Laurent et 24.800 euros pour M. Ariberto Fassati pour défaut ou inadaptation des procédures internes des banques italiennes sus mentionnées en matière d'information de la clientèle et d'adaptation des produits à cette clientèle. Il a été fait appel de ces décisions devant la Cour d'Appel de Milan.

Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale :

Pour mémoire, il est rappelé que certains membres du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. sont mandataires sociaux de SAS Rue La Boétie (actionnaire à 54% de Crédit Agricole S.A.), ou mandataires sociaux de Caisses régionales, dont Crédit Agricole S.A. est actionnaire à 25%.

➤ **Rémunérations et avantages**

Régime de retraite des mandataires sociaux :

Il n'y a pas de régime spécifique attribué aux mandataires sociaux, ceux-ci bénéficiant du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadres dirigeants du groupe. Il s'agit d'un régime de type différentiel qui vient parfaire les pensions de retraite des régimes généraux et des régimes complémentaires obligatoires acquises tout au long de la carrière dans le groupe ou en dehors du groupe Crédit Agricole.

Le bénéfice de la rente totale n'est acquis que si le bénéficiaire achève sa carrière au Crédit Agricole. Ce régime a été mis en place en 1990.

Le provisionnement est établi chaque année de manière globale (sans calcul individualisé propre aux mandataires sociaux), sur la base de profils établis en fonction des caractéristiques des bénéficiaires (âge moyen, niveau moyen de rémunération, carrière type pour reconstituer les droits à la retraite des régimes généraux).

➤ **Fonctionnement des organes d'administration et de direction**

Il n'existe aucun contrat de service liant les membres des organes d'administration ou de direction à Crédit Agricole S.A. ou à l'une quelconque de ses filiales.

Crédit Agricole S.A. se conforme au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France. Les modalités en sont explicitées dans le rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale du 18 mai 2005 et repris intégralement dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2005 sous le n° D.05-0233.

➤ **Salariés**

Au 31/12/2002*, l'effectif du groupe Crédit Agricole S.A. s'élevait à 22 000 salariés, répartis comme suit :

- Banque de proximité en France : 13 % (y compris les services financiers spécialisés)
- Banque de financement et d'investissement : 42 %
- Banque de détail à l'international : 17 % (y compris les services financiers spécialisés)
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée : 19 %
- Gestion pour compte propre et divers : 9 %.

dont près de 55 % en France et 45 % à l'étranger.

* soit avant le rapprochement Crédit Agricole SA et Crédit Lyonnais.

➤ **Principaux actionnaires**

Le contrôle de Crédit Agricole S.A. est décrit dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233 au Chapitre 3, « Gouvernance et Contrôle interne ». La composition du Conseil d'administration, qui attribue aux représentants de Caisses régionales de Crédit Agricole 62% des postes d'administrateurs au sein du Conseil, résulte de la volonté de l'actionnaire majoritaire (la SAS Rue La Boétie, émanation des Caisses régionales, détient 55% des droits de vote au 31 décembre 2004) d'assurer une représentation significative aux Caisses régionales, reflétant la structure décentralisée du groupe Crédit Agricole. Quatre postes sont attribués à des personnalités extérieures. Leur engagement est très important au sein du Conseil d'administration. En particulier, trois personnalités extérieures assurent la présidence de Comités spécialisés (audit et risques, rémunérations, nominations et gouvernance).

➤ **Procédures judiciaires et d'arbitrage**

Bernard Tapie - Adidas

Dans l'affaire Bernard Tapie - Adidas, la procédure de demande de levée de sursis à statuer, en cours devant la Cour d'appel de Paris, avait été suspendue en novembre 2004 pour permettre la mise en œuvre d'une médiation sollicitée par les liquidateurs de Bernard Tapie Finance (BTF).

En raison de l'échec de la médiation engagée en 2004, la procédure devant la Cour d'appel de Paris a repris son cours et l'affaire a été plaidée.

Dapta Mallinjoud

Clinvest, devenu CDR, et le Crédit Lyonnais ont été assignés le 30 mai 2005 devant le Tribunal de commerce de Thiers par le commissaire à l'exécution du plan des sociétés du groupe IFI Dapta Mallinjoud, sur la base de l'article 1382 du Code civil. Il est reproché au CDR, ainsi qu'au Crédit lyonnais, d'avoir commis, en 1992, des actes qui seraient en relation avec l'insuffisance d'actif du groupe IFI. Le demandeur réclame la condamnation *in solidum* du Crédit Lyonnais et du CDR à 400 millions d'euros à titre de dommages intérêts. Compte tenu de l'ancienneté des faits, le Crédit lyonnais et le CDR poursuivent leurs investigations afin de réunir les pièces du dossier leur permettant d'étayer leur défense.

➤ **Changement significatif de la situation financière ou commerciale**

Aucun changement significatif n'est intervenu dans la situation commerciale ou financière du groupe Crédit Agricole S.A. depuis le 31 mars 2005 (date d'arrêté des derniers comptes trimestriels publiés).

➤ **Informations complémentaires**

Délégations en matière d'augmentations de capital

Informations requises par l'Ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme du régime des valeurs mobilières

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 19 mai 2004 (présentées dans le document de référence en page 86) ont été privées d'effet à la suite des résolutions adoptées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 18 mai 2005. Les 16^{ème}, 17^{ème} et 18^{ème} résolutions n'avaient pas été utilisées. En revanche, la 19^{ème} résolution (augmentations de capital réservées aux salariés) a été mise en œuvre par le Conseil d'administration du 8 mars 2005 et fait l'objet d'une émission d'actions en cours de réalisation.

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration **en matière d'augmentation de capital** et de l'utilisation faite de ces délégations pendant l'exercice :

Assemblée Générale	délégations de compétence	objet de la délégation et durée	Utilisation faite au 30/06/ 2005
AG mixte du 18-05-2005			
17ème résolution	Augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription,	tous pouvoirs de compétence de décision au Conseil d'administration, pour augmenter le capital social, et compétence, avec faculté de subdélégation au Directeur général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs généraux délégués pour : déterminer la forme, les caractéristiques des valeurs mobilières, les dates, délais et modalités d'émission ; fixer les prix d'émission, les montants à émettre et la date de jouissance, etc ... dans les limites ci-dessous : - le montant total nominal des augmentations de capital ne pourra excéder 2 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant ; - le montant nominal des titres de créances donnant accès au capital sera au maximum de 5 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant ; pour une durée de 26 mois.	Aucune
18ème résolution	Augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription,	tous pouvoirs de compétence de décision au Conseil d'administration pour augmenter le capital social, et compétence, avec faculté de subdélégation au Directeur général ou, avec l'accord de ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs généraux délégués pour : déterminer la forme, les caractéristiques des valeurs mobilières, les dates, délais et modalités d'émission ; fixer les prix d'émission, les montants à émettre et la date de jouissance, etc dans les limites ci-dessous : - le montant total nominal des augmentations de capital ne pourra excéder 900 millions d'euros ou la contre-valeur de ce montant ; - le montant nominal des titres de créances susceptibles d'être émis sera au maximum de 5 milliards d'euros ou la contre-valeur de ce montant ; - le tout dans la limite de la fraction non utilisée des plafonds respectivement fixés à la 17è résolution ; pour une durée de 26 mois.	Aucune

· 19ème résolution	Augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres	tous pouvoirs de compétence de décision au Conseil d'administration pour augmenter le capital social, et compétence, avec faculté de subdélégation pour : fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre, arrêter les dates, etc ... dans la limite ci-dessous : le montant nominal des augmentations de capital réalisées à ce titre ne pourra dépasser 3 milliards d'euros et est indépendant du plafond global fixé aux 17^{ème} et 18ème résolutions ; pour une durée de 26 mois.	Aucune
· 20ème résolution	Augmentations de capital réservées aux salariés du groupe Crédit Agricole, adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise	tous pouvoirs au Conseil d'administration pour procéder à (aux) augmentation(s) de capital social, avec faculté de subdélégation, pour fixer les conditions et modalités de mise en œuvre, etc ... dans la limite ci-dessous : le montant maximal en nominal de la (ou les) augmentation(s) de capital est fixé à 150 millions d'euros ; le prix de souscription des actions ne pourra être ni supérieur à la moyenne des cours cotés sur l'Eurolist d'Euronext aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision ... ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne. pour une durée de 26 mois.	Emission en cours*
· 21ème résolution	Augmentations de capital réservées à la société Crédit Agricole International Employees	tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, pour décider le nombre d'actions à émettre, arrêter les dates et toutes autres conditions et modalités, etc ... dans la limite ci-dessous : le montant maximal en nominal de la (ou les) augmentation(s) de capital est fixé à 40 millions d'euros ; le prix d'émission des actions devra être identique au prix auquel les actions seront offertes aux autres bénéficiaires du Groupe (20^{ème} résolution) et ne pourra être inférieur de plus de 20 % à la moyenne des cours cotés de l'action sur l'Eurolist d'Euronext aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision ... Cette autorisation expirera le jour de la réunion de l'AG statuant sur les comptes de l'exercice 2005.	Emission en cours*

22ème résolution	Augmentations de capital réservées aux salariés du groupe Crédit Agricole, adhérents à un plan d'épargne groupe aux Etats-Unis	tous pouvoirs avec faculté de subdélégation, pour décider le nombre d'actions à émettre, arrêter les dates et les modalités, etc ... dans la limite ci-dessous : le montant maximal en nominal de la (ou les) augmentation(s) de capital est fixé à 40 millions d'euros ; le prix d'émission des actions sera égal au montant le plus élevé entre 85 % de la moyenne des cours d'ouverture de l'action sur l'Eurolist d'Euronext lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision... et 85 % du cours de bourse de l'action le jour de la décision etc ... dans un délai de 18 mois.	Emission en cours*
------------------	--	--	--------------------

* Le Conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 18 mai 2005, de faire usage des résolutions n° 20, 21 et 22 approuvées par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 18 mai 2005 dans le but de compléter la décision du 8 mars 2005 précitée afin de réaliser l'opération d'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Crédit Agricole pour 2005.

Cette opération porte sur un montant d'augmentation de capital (prime d'émission incluse) de 400 millions d'euros maximum, pour un montant nominal maximum de 100 millions d'euros. Elle devrait être réalisée d'ici fin août 2005.

L'objet social de la Société est précisé à l'article 3 des statuts.

➤ Contrats importants

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un Protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce Protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des Caisses régionales qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du Protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

En outre, depuis la mutualisation en 1988 de la CNCA, dans l'éventualité d'une insolvabilité ou d'un événement similaire affectant Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales se sont engagées à intervenir en faveur de ses créanciers pour couvrir toute insuffisance d'actifs. L'engagement potentiel des Caisses régionales au titre de cette garantie est égal à la somme de leur capital social et de leurs réserves.

➤ Documents accessibles au public

Les communiqués financiers, les rapports annuels, les documents de référence ainsi que leurs actualisations, pour l'exercice en cours et les cinq exercices précédents, sont accessibles sur le site de la Société www.credit-agricole-sa.fr.

Une copie des statuts de Crédit Agricole S.A. peut être consultée au siège social – 91-93 boulevard Pasteur – 75015 Paris

4. Table de concordance

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement européen n°809/2004 pris en application de la Directive dite « Prospectus » d'une part, et aux pages du Document de référence D.05-0233 et de ses actualisations (A.01, A.02 et A.03) que le présent document complète d'autre part.

Législation européenne ¹	N° de page du Document de référence (DR) et de ses actualisations	N° de page du présent document
1. Personnes responsables		
• Personnes responsables des informations	p. 206 DR, p. 2 A.01, p. 3 A.02 et p. 3 A.03	p. 2
• Déclaration des personnes responsables	p. 206 DR, p. 2 A.01, p. 3 A.02 et p. 3 A.03	p. 2
2. Contrôleurs légaux des comptes	p. 206 DR, p. 2 A.01, p. 4 A.02 et p. 4 A. 03	p. 3
3. Informations financières sélectionnées	p. 6-8, 31 et 47 DR, p. 9 et 25 A.01 et p. 8 et 16 A 0.3	
4. Facteurs de risques	p. 61-78 DR	
5. Informations concernant l'émetteur		
• Histoire et évolution de la société	p. 9, 12-13, 53, 58-60, 113-114, 186 et 212 DR, p. 28-34 A.01, p. 38-39 A.02 et p. 7-54 A.03	
• Investissements	p. 28-29, 58-60 et 113-114 DR, p. 6-7 et 58-59 A.01, p. 38 A.02 et p. 53-54 A.03	p. 6-7
6. Aperçu des activités		
• Principales activités	p. 16-26 et 60 DR	p. 7
• Principaux marchés	p. 36-47, 77 et 163-165 DR et p. 11-24 et 109-111 A.01	

¹ La législation européenne comprend la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et le rectificatif au règlement n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 mettant en œuvre la Directive.

Législation européenne ¹	N° de page du Document de référence (DR) et de ses actualisations	N° de page du présent document
7. Organigramme - Description du groupe et filiales importantes - Liens de dépendance entre les entités du groupe 8. Propriétés immobilières, usines, équipements 9. Examen de la situation financière et du résultat - Situation financière - Résultat d'exploitation 10. Trésorerie et capitaux - Informations sur les capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme) - Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie - Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur - Sources de financement attendues pour honorer les décisions d'investissement 11. Recherche et développement 12. Informations sur les tendances 13. Prévisions ou estimations du bénéfice 14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale - Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction - Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	p. 14-15, 61, 112-113 et 128-137 DR et p. 11-12 et 74-83 A.01 p. 144 DR et p. 90 A0.1 p. 28-60 DR, p. 5-34 A.0.1 et p. 7-51 A.03 p. 30-60 DR, p. 5-34 A.0.1 et p. 7-51 A.03 p. 6-7, 47-49, 150-152 et 178 DR, p. 25-27 et 96-98 A.01, p. 7-8 A.02 et p. 46 A.03 p. 7, 49-50, 62 et 148-149 DR, p. 26-28, 38-39 et 94-95 A.01 et p. 41 A.03 p. 61-62, 146-149 et 190-191 DR et p. 67 et 92-94 A.01 N/A p. 53 DR et p. 28 A.0.1 N/A p. 102-105 DR	p. 8-10 p. 8 p. 10 p. 7 p.10 p. 7 p. 10-28 p. 28

Législation européenne ¹	N° de page du Document de référence (DR) et de ses actualisations	N° de page du présent document
15. Rémunération et avantages	p. 102-103 DR	p. 28
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
• Date d'expiration du mandat	p. 103 à 105 DR	p.14-20
• Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration ou d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales		p. 29
• Informations sur le comité de l'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	p. 91-92 DR	
• Conformité de l'émetteur au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	p. 88-89 DR	p. 29
17. Salariés		
• Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site.	p. 78-83 DR	p. 29
• Participations et stock options	p. 102-103 DR	
• Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	p. 192-193 DR	
18. Principaux actionnaires	p. 8, 88-89 et 190 DR	p. 29
19. Opérations avec les apparentés	p. 90, 112-113 et 194 DR	
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
• Informations financières historiques	p. 107-184 et 208-209 DR, p. 3-4 et 53-117 A.01, p. 5-6 A.02 et p. 5-6 A.03	
• Informations financières pro forma	p. 30 et 208-209 DR et p. 3-4 et 8 A.01	
• Etats financiers	p. 173-184 DR	
• Vérifications des informations financières historiques annuelles	p. 170, 183-184 et 208-209 DR, p. 3-4 et 116-117 A.01, p. 5-6 A.02 et p. 5-6 A.03	
• Informations financières intermédiaires	A.03	
• Politique de distribution du dividende	p. 8, 10 et 190 DR	

Législation européenne ¹	N° de page du Document de référence (DR) et de ses actualisations	N° de page du présent document
- Procédures judiciaires et d'arbitrage - Changement significatif de la situation financière ou commerciale.	p. 76-77 DR	p. 30
21. Informations complémentaires		
Capital social	p. 8, 52, 86, 189, 190 et 193 DR	p. 30-33
Actes constitutifs et statuts	p. 88- 92 et 186-190 DR	p. 33
22. Contrats importants	p. 112-113 et 194 DR	p. 33
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	N/A	
24. Documents accessibles au public	p. 186 DR	p. 33
25. Informations sur les participations	p. 14-15 et 18 à 26 DR	

N/A = non applicable.

Crédit Agricole S.A.
Société anonyme au capital de 4 420 567 311 euros
RCS Paris 784 608 416
91-93, boulevard Pasteur – 75015 Paris
Tél. (33) 1 43 23 52 02